

ÉCONOMIE

Iran, Éthiopie, Chine, Cuba bons en affaires

Pour la première fois depuis 3 ans, certains pays émergents sont devenus plus sûrs «en affaires». Dans d'autres, investir présente de gros risques.

● Dominique WAUTHY

La carte des risques politiques est déterminante pour les entreprises internationales. Depuis 19 ans, trois partenaires en assurance et consultance dressent les zones d'instabilité du globe. Pour l'heure, Iran, Éthiopie, Chine, Cuba, Argentine attirent... «Les marges bénéficiaires sont ou paraissent parfois attrayantes dans les investissements à l'étranger, mais il existe souvent un risque accru en contrepartie», explique Bart Goossens, directeur commercial chez Aon Belgium. Les différences culturelles et l'agitation sont d'importants facteurs de l'instabilité politique. Lorsqu'une situation se retourne contre une entreprise, le préjudice peut être énorme.

Dans huit des 162 pays examinés (Chine, Iran, Pakistan, Éthiopie, Serbie, Jamaïque, Népal et Haïti), les risques tels que l'intrusion de la politique dans l'économie, la perturbation de la chaîne d'approvisionnement et les problèmes de paiement en devises fortes ont diminué. Dans quatre régions (Cap-Vert, Micronésie, Philippines et Surinam), la situation est toute-



Reporters/Photoshot

En 2015, le gouvernement cubain a annoncé l'existence de 326 projets ouverts aux investisseurs étrangers.

fois devenue moins sûre au cours de l'année dernière.

Les risques pour les entreprises internationales sont les plus importants dans des pays tels que le Venezuela, la Libye et le Yémen. Néanmoins, des pays tels que le Kazakhstan, le Liban, Madagascar et même l'Argentine laissent également apparaître un profil de risque très élevé.

L'Europe désinvestie ? Possible

Une entreprise comme Besix, le plus grand groupe belge actif dans la construction de bâtiments, d'infrastructures, de projets environnementaux et industriels, possède notamment de grands projets et chantiers dans les pays du Golfe.

Mais la situation économique que

est en train de changer. Les pays arabes sont inégalement touchés par la baisse forte et rapide du prix du pétrole. Ainsi, l'Arabie Saoudite doit recourir à ses propres réserves monétaires. «Les pays membres du Conseil de coopération du Golfe sont en quête de fonds pour soutenir leur système financier», poursuit Bart Goossens. L'Arabie saoudite a récemment demandé auprès d'un certain nombre de banques la souscription d'un prêt sur 5 ans pour un montant de 6 à 8 milliards \$. Dans le passé, les pays du Golfe ont investi dans bon nombre de holdings européens. Par exemple, l'Autorité d'investissement du Qatar détient 17 % du Groupe Volkswagen. Il y a également des participations dans Merck Fink, Crédit Suisse, Barclays,

Siemens, Solarworld, Royal Dutch Shell, Louis Vuitton, Tiffany's, la LSE, Lagardère et Hochtief... Il n'est pas inconcevable qu'ils décident d'un désinvestissement afin de fournir les liquidités nécessaires aux banques locales ; en effet, les cheikhs n'ont pas pour tradition d'établir des liens durables avec les entreprises dans lesquelles ils investissent. »

Le problème des retards de paiement, sous la pression du prix du pétrole en baisse, ne se présente pas seulement dans cette région. «Auparavant, c'était le cas en Chine. Mais aujourd'hui, nous constatons également ce problème dans d'autres pays tels que l'Équateur et l'Algérie.» ■

► Pour accéder à la carte des risques politiques d'Aon 2016 : www.aon.be

VITE DIT

Dans 162 pays Problèmes de paiement en devises fortes, insolvabilité des autorités, interférence de la politique dans l'économie, perturbations dans la chaîne d'approvisionnement, législation, réglementation, violence politique, vulnérabilité des institutions financières et capacité des autorités de mettre en œuvre une politique fiscale ont été mesurés dans 162 pays et territoires (hors membres de l'UE et de l'OCDE).

Dans le rouge Le Venezuela dont l'économie devrait se contracter de 8 % en 2016 (10 % en 2015) : le FMI prévoit également là une inflation de 720 % ! L'économie brésilienne devrait se contracter de 3,5 % cette année et est confrontée à sa plus longue récession ; une impasse entre les partis politiques entraîne une confusion quant à la politique fiscale et économique. Dans le même temps, l'environnement des entreprises est menacé par un chômage élevé et des salaires en baisse. Incertitude économique et politique aussi en Afrique du Sud. En Afrique subsaharienne, outre ses arriérés de paiement et un manque de liquidité en \$, le faible prix des matières premières, les conditions financières plus strictes et plus étroites et l'économie chinoise au ralenti frappent l'économie.

BRÉSIL

Dilma Rousseff accuse Temer de trahison

La présidente brésilienne Dilma Rousseff a accusé mardi de «trahison» son vice-président Michel Temer, qui a fait fuiter lundi l'enregistrement d'un discours préparé au cas où il succéderait à la dirigeante de gauche menacée de destitution au Parlement. «Nous vivons des moments étranges de coup d'État, de farce et de trahison» a attaqué M^{me} Rousseff, à Brasília, qualifiant, sans le nommer, Michel Temer de chef conspirateur.

Dans le discours, M. Temer y appelle tous les partis à travailler ensemble pour sortir le pays de la crise économique et politique dans laquelle le pays est profondément englué. Une commission parlementaire a approuvé lundi un rapport non contraignant préconisant aux députés de voter la poursuite du processus de destitution de M^{me} Rousseff devant le Sénat. ■

RDC

Inquiétude alimentaire au Katanga

Le triplement du prix de la farine, à la base de la nourriture quotidienne, a rendu, ces dernières semaines, les conditions de vie de la population beaucoup plus précaires encore dans les provinces du Haut-Katanga et de Tanganyika, nées de la scission de l'ancien Katanga, en République Démocratique du Congo (RDC).

«Le prix du sac de 25 kg farine est passé en peu de temps de 8 000 ou 9 000 francs congolais à 30 000 pour se fixer à 23 000» précise un de nos interlocuteurs sur place.

Hausse saisonnière ? «Le phénomène se renouvelle chaque année, mais il a pris plus d'ampleur cette fois». En raison, nous explique un autre témoin, «de la pénurie de maïs en Zambie voisine, due à la sécheresse. La Zambie conserve donc la farine qu'elle exportait en RDC, et si une toute nouvelle usine ultramoderne s'est installée dans la région, pour produire de la farine, ses coûts de production sont plus élevés car gre-

vés de taxes multiples. Et par surcroît, comme elle n'est pas alimentée en électricité, elle doit travailler sur groupe électrogène».

L'évolution de la situation politique n'est peut-être pas non plus étrangère à cet état de choses : «Les autorités politiques accordaient des facilités douanières pour l'importation de farine zambienne et encourageaient la production locale. Cela ne semble plus être le cas», analyse un observateur.

Les dirigeants des nouvelles provinces n'ont-ils pas les moyens de l'ex-gouverneur de l'ancien Katanga, Moïse Katumbi, candidat pressenti mais pas encore déclaré de l'opposition à l'élection présidentielle en RDC ? «Les recettes que l'État devait ristourner aux provinces n'arrivent pas», explique-t-on. Rien de neuf, là non plus, mais, conclut un de nos témoins l'augmentation du prix de la farine «a des répercussions terribles pour la population la plus pauvre». ■ Phi. Le.

24 HEURES

◆ CHYPRE

Le pirate du vol d'ÉgyptAir demande l'asile

L'Égyptien accusé d'avoir détourné vers Chypre un avion d'ÉgyptAir a demandé l'asile sur l'île méditerranéenne qui avait entamé les démarches pour son extradition. Sa demande d'asile est examinée par le département de l'Immigration pendant que les procédures pour son extradition se poursuivent. Nicosie a donné son accord à une requête du Caire pour extradier Seif al-Din Mohamed Mostafa, 58 ans, et une audience est prévue le 22 avril. Le pirate de l'air a demandé l'asile à Chypre arguant qu'il risquait la peine de mort en Égypte.

◆ ALLEMAGNE

L'aiguilleur jouait sur son téléphone

L'aiguilleur mis en cause dans l'accident de train qui a fait 11 morts et 85 blessés le 9 février dernier en Allemagne jouait sur son téléphone peu avant la collision, a indiqué mardi le

parquet de Traunstein. Cet homme de 39 ans a été placé en détention provisoire lundi, un mois après son inculpation mi-février pour «homicide involontaire», «blessures involontaires» et «intervention dangereuse dans le trafic ferroviaire», a précisé la même source. L'aiguilleur conteste avoir été distrait de sa tâche au point d'en oublier de réguler le trafic.

◆ FRANCE

Douze djihadistes condamnés

Douze prévenus au procès d'une filière jihadiste vers la Syrie ont été condamnés mardi à Paris à des peines allant de trois ans, dont deux avec sursis, à dix ans d'emprisonnement. Par deux vagues successives, les 10 et 12 août 2013, les membres de ce groupe de Champigny, en banlieue parisienne, s'étaient rendus en Syrie. Plusieurs d'entre eux s'y trouvent encore, et ont été jugés en leur absence. Ils ont tous été condamnés pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste.